

Communiqué du Comité de défense et de promotion de l'hôpital de Gisors

Nous venons d'apprendre la fermeture pendant quinze jours du service de chirurgie de l'hôpital de Gisors.

Pour ne pas supprimer toute activité de ce service , l'administration a transféré six lits de chirurgie dans le service de médecine et déployé le personnel restant.

La raison de cette fermeture semble être le manque de personnel pour encadrer les patients du service de chirurgie et les difficultés de recrutement en cette période estivale.

Une fois de plus, la preuve est faite que le service public hospitalier est très fragilisé.

Pour bien comprendre cette situation de pénurie qui se développe dans la plupart des hôpitaux de France, il faut mettre en cause les politiques des gouvernements successifs qui depuis plus de vingt ans , sous prétexte d'économies, imposent au service public hospitalier une cure d'austérité financière dévastatrice.

De réductions de lits en fermetures de services. de restructurations contraintes en réduction des moyens financiers sous les formes les plus diverses, l'hôpital public est au bord de l'asphyxie.

Dans le même temps, le secteur privé qui n'est pas soumis aux mêmes contraintes, conforte son activité et recrute les praticiens hospitaliers publics en leur offrant des emplois mieux rémunérés.

Les propos rassurants du ministre Véran venu à Gisors en février dernier et les quelques mesures annoncées en faveur de l'hôpital, n'apportent aucune solution durable à notre établissement qui continue de crouler sous les dettes.

Aujourd'hui, la question qui se pose est la suivante: cette fermeture provisoire du service de chirurgie va t'elle, au bout de ces quinze jours, se traduire par un retour à la normale ou à une nouvelle réduction du nombre de lits voire à la fermeture durable du service?

La nouvelle administration qui doit être mise en place à partir de l'automne, à l'occasion du départ à la retraite du directeur ,devra s'engager à redynamiser l'hôpital, à recruter médecins et personnels, à exiger de l'Agence régionale de santé et de l'Etat les moyens financiers nécessaires.

C'est ainsi que notre hôpital de proximité si nécessaire pour notre bassin de vie devenu un véritable désert médical, pourra jouer pleinement son rôle au service des citoyens.

Le Comité de défense et de promotion de l'hôpital de Gisors s'engage à accompagner par l'action ces efforts nécessaires.

Pour le Comité de défense
Marcel Larmanou

Envoyé de mon iPhone